(DR)

L'ÉDITO
de
MICHÈLE COTTA

Journaliste et écrivain
edito@nicematin.fr

Questions pour le champion de la gauche

Y croit-il vraiment ? Ou fait-il semblant d'y croire ? De jour en jour, Jean-Luc Mélenchon se fixe à lui-même un destin historique. Et de fait, la façon dont il a raflé, dans la Nupes, le Parti socialiste, le PC et les Verts relève d'une sorte de génie politique. À moins qu'il ne s'agisse d'une manipulation magistrale. Le leader de la France insoumise n'est-il qu'une construction des médias ? Ou bien l'expression d'une gauche qui, divisée, fracturée et sans boussole, s'est unie autour de lui pour sauver les meubles aux élections législatives ?

Qu'il me soit simplement possible de lui poser quelques questions, sans véritable espoir de réponse. Sur Emmanuel Macron, d'abord : le large score obtenu par le président de la République au premier et au second tour de la présidentielle a plutôt surpris ses propres troupes, qui n'en espéraient pas tant. En quoi donc, sur quoi, Mélenchon peut-il échafauder son offensive de « *Président sans mandat* » ? S'il n'en a pas, qui d'autre en a ? Celui qui est arrivé en numéro 3 dans la course présidentielle ? Au nom de quoi, lui, en aurait-il un ? Deuxième interrogation : suffit-il qu'il le répète à l'excès pour qu'il puisse prétendre au titre de Premier ministre le mois prochain ? Il lui faudrait, rappelons-le, disposer d'une majorité des voix à l'Assemblée nationale. Que l'accord conclu permette à la gauche d'espérer plus de 100 sièges dans le futur Parlement, c'est à peu près certain. Mais on est encore loin d'une majorité. Faire croire aux Français que son poste de Premier ministre est presque acquis aujourd'hui, n'est-ce pas une duperie ?

« Peut-on, pour conclure un accord, pousser sous le tapis ce qui le rend impossible ? »

Question sur son programme ensuite, dont on a peine à suivre l'évolution. Celui de La France insoumise passait, entre autres, par le blocage des prix des produits de première nécessité, la retraite à 60 ans, le Smic à 1 400 euros par mois, l'opposition au nucléaire, et la désobéissance possible aux traités qui structurent l'Europe. Si bizarrement, après la création de la Nupes, le Smic promis se retrouve à 1 500 euros, beaucoup des propositions de La France insoumise sur l'Europe, l'Otan, le nucléaire, les nationalisations, ce n'est pas rien, restent dans le flou. Sans oublier la laïcité et la politique migratoire. Peut-on, pour conclure un accord, pousser sous le tapis ce qui le rend impossible ?

Enfin, comment Jean-Luc Mélenchon compte-t-il diriger son petit monde ? Le moins qu'on puisse dire est que, dans son propre parti, il ne supporte guère la contradiction. Ceux qui ne sont pas d'accord se voient depuis des années désigner la porte. Mais *quid* du Parti socialiste, où, au contraire, la moindre divergence est reconnue, affichée, et défendue, sous prétexte de démocratie interne ? Mélenchon y introduira-t-il son autorité papale ?